

## GÉOPOLITIQUE DE LA COCAÏNE

Alain Labrousse / sociologue, ex-directeur de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) \*

# Géopolitique de l'offre de cocaïne

En 1998, la Session spéciale de l'Assemblée générale spéciale des Nations unies (Ungass)<sup>1</sup> sur les drogues s'était fixée pour objectif d' "avoir éliminé ou réduit significativement les cultures illicites d'arbustes de coca, de plantes de cannabis et de pavot à opium en 2008". Or, le rapport annuel de l'Unodc<sup>2</sup> publié à la fin du mois de juin 2008 constate que, non seulement ces objectifs n'ont pas été atteints, mais que les productions de toutes les drogues d'origine naturelle ont sensiblement augmenté depuis dix ans<sup>3</sup>. En particulier celle d'opium dont l'Afghanistan représente environ 95%<sup>4</sup>. Elle y a en effet pratiquement doublé depuis 2008 pour atteindre 8 200 tonnes en 2007 et 7 700 t en 2008<sup>5</sup>. Quant à la production globale de chlorhydrate de cocaïne elle est passée de 825 t en 1998 à 925 t en 2007, soit une augmentation de 20%. Au Maroc,

premier producteur mondial de haschisch, les superficies plantées de cannabis destinées à fabriquer le haschisch massivement exporté en Europe, sont passées de 65 000 hectares en 1998 à 134 000 en 2003<sup>6</sup>, pour revenir à environ 75 000 ha depuis. La lutte contre la production des drogues de synthèse était une autre des priorités de l'Ungass. Or les saisies d'amphétamines sont passées de 20 t en 1996 à 40 t en 2006<sup>3</sup>.

Cette augmentation de la production de toutes les drogues entraîne un développement des

réseaux criminels qui approvisionnement des marchés de consommation en progression : ainsi, en matière d'usage de cocaïne, non seulement l'Europe est en train de rattraper les États-Unis, mais cette drogue est en train de conquérir les marchés de l'Australie, de la Chine et de l'Inde. L'héroïne afghane, traditionnellement destinée au marché européen, est maintenant distribuée en Asie du Sud-Ouest, dans le bassin du Pacifique, en Chine et en Inde. Ceci en dépit d'une collaboration accrue des polices dans la lutte contre les trafics internationaux. Ces échecs ont des explications de plusieurs ordres. Certaines sont indépendantes des politiques mises en œuvre : en particulier le fait que les deux plus importants pays producteurs, la Colombie et l'Afghanistan, sont le théâtre de conflits où les profits de la drogue financent les belligérants. Mais dans ces pays comme dans de nombreux autres pays du monde, l'augmentation des productions est due également au fait que les politiques répressives sont privilégiées par rapport à la mise en œuvre de politiques de développement et de prévention. Surtout, les grandes puissances, en particulier les États-Unis, leader mondial de "la guerre à la drogue", tendent à fermer les yeux sur la corruption au plus haut niveau des gouvernements des États producteurs, lorsque leurs intérêts économiques et géostratégiques sont en jeu. Nous nous pencherons sur le cas de la cocaïne, qui, avec celui de l'héroïne, présente les enjeux financiers et géopolitiques les plus importants dans ce domaine.

\* auteur de *Géopolitique des drogues*. PUF, "Que sais-je?", 2004 et 2006

<sup>1</sup> En anglais : UN General Assembly Special Session (Ungass) on Drugs

<sup>2</sup> Organe des Nations unies contre la drogue et le crime

<sup>3</sup> Unodc "2008 World Drug Report"

<sup>4</sup> Unodc "2008 Annual Opium Poppy Survey in Afghanistan"

<sup>5</sup> Idem

<sup>6</sup> Unodc "Maroc. Enquête sur le cannabis 2003", décembre 2003



## Les cultures de coca et “l’effet balloon”

Pour expliquer l'échec de la lutte contre les cultures de cocaïers, il faut revenir aux années qui ont immédiatement précédé la réunion d'Ungass, marquées par des changements importants dans le rôle joué par les trois pays andins dans la production survenus au milieu des années 1990. Le Pérou et la Bolivie étaient jusque-là les plus importants producteurs mondiaux de feuilles de coca, sur environ 120 000 ha et 50 000 ha respectivement, et de pâte base de cocaïne, matière première du chlorhydrate de cocaïne. Ce dernier était fabriqué, pour l'essentiel, en Colombie, pays plus industrialisé et proche du marché d'Amérique du Nord. Les États-Unis en ont conclu que si l'on parvenait à interrompre la ligne aérienne permettant aux trafiquants de ce dernier pays de s'approvisionner en matière première, les prix de cette dernière s'effondreraient au Pérou et en Bolivie, décourageant les paysans de la produire. Les Américains ont donc mis progressivement en place une chaîne de radars sur la frontière entre le Pérou d'une part, l'Équateur et la Colombie d'autre part, afin de repérer les avions colombiens se préparant à atterrir sur des pistes de fortune dans la forêt amazonienne. Ce dispositif, appelé “*Air Bridge Denial*”<sup>7</sup>, était relié à l'aviation de chasse péru-

vienne qui forçait à atterrir les appareils non identifiés ou les abattait. Il s'est révélé relativement efficace, le nombre d'appareils interceptés passant de moins d'une demi-douzaine en 1994 à plus de 20 en 1996. Selon certains chercheurs, la chute de la production dans ces deux pays doit être également attribuée au démantèlement en Colombie des cartels de Medellin et de Cali, fortement implantés jusque-là dans la zone amazonienne du Pérou<sup>8</sup>.

Selon les rapports de l'Unodc, les superficies de cultures illicites sont ainsi passées, à la fin des années 1990, à moins de 35 000 ha au Pérou et à quelques milliers en Bolivie<sup>9</sup>. Mais, ce que n'avaient apparemment pas prévu les États-Unis, c'est que les trafiquants colombiens, privés de leurs sources d'approvisionnement dans les pays voisins, développeraient chez eux les superficies de cocaïers qui sont ainsi passées de 40 000 hectares en 1995 à près de 170 000 ha en 2000. Plus grave encore, cette augmentation des superficies de coca a favorisé le développement des groupes armés, que ce soit les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ou les paramilitaires des

Auto-défenses unies de Colombie (AUC), dont le nombre de combattants a plus que doublé durant cette période, entraînant un accroissement considérable des violations des droits de l'homme, et des déplacements de population concernant entre 2 et 3 millions de personnes<sup>10</sup>.

## L'échec du Plan Colombie et l'intensification des trafics

Cette situation a amené les États-Unis, à partir de l'année 2000, dans le cadre du Plan Colombie doté d'un milliard de dollars par an, à financer d'intenses campagnes de fumigations aériennes d'herbicides<sup>11</sup>. Ces dernières, au prix de graves dommages causés à l'environnement et à la santé humaine, ont obtenu une réduction de moitié des cultures entre 2001 et 2006 qui sont passées à environ à 80 000 ha. Mais elles ont de nouveau augmenté de près de 30 % en 2007, pour atteindre 100 000 ha. En outre, les progrès technologiques employés par les trafiquants font que la productivité à l'hectare et la teneur en alcaloïdes de la feuille de coca ont sensiblement augmenté, la Colombie produisant sensiblement la même quantité de cocaïne qu'en 2000. On assiste parallèlement depuis plusieurs années à une reprise sensible des cultures illicites au Pérou, où elles dépassent 50 000 ha, et en Bolivie, où elles approchent de 30 000 ha<sup>3</sup>.

Cette augmentation de la production se traduit par celle des trafics. Selon l'Unodc<sup>12</sup>, 450 t de cocaïne sont destinées au marché des États-Unis tandis que 250 t vont en Europe où les saisies ont augmenté à un rythme de 17 % annuel entre 1995 et 2005 et où cette drogue s'est substituée à l'héroïne comme principale menace. 80 % de la cocaïne qui entre aux États-Unis emprunte la route pan-américaine (contre 20 % la route maritime des Caraïbes) et entre dans le pays en franchissant la frontière mexicaine. Les conflits entre les cartels mexicains pour se partager les énormes bénéfices du trafic provoquent une situation de violence sans précédent dans le pays, qui s'en trouve déstabilisé.

Jusqu'au début des années 2000, la plus grande partie de la cocaïne qui arrivait en Europe le faisait par voie maritime, via les îles des Caraïbes. C'est à ce moment que fut mis en place le programme Narcops<sup>13</sup> prévoyant une coopération entre les marines européennes et celle des États-Unis, afin de dresser une barrière maritime entre les Caraïbes et l'Europe dans l'Océan atlantique. Cette initiative s'est révélée efficace, au point qu'aujourd'hui, une grande partie de la cocaïne fait un détour par le sud, en longeant les côtes d'Afrique, particulièrement dans le Golfe de Guinée, avant de gagner l'Europe. C'est ainsi qu'un petit pays comme la Guinée Bissau est devenu une plaque tournante du trafic de cocaïne.

<sup>7</sup> Roncken T, “The drug war in the skies, the US “Air bridge denial” Strategy: the Success of a Failure”, Accion Andina/Transnational Institute, Cochabamba (Bolivie), mai 1999

<sup>8</sup> Thoumi F, “The causes of the illegal drug industry growth in the Andes. Anti-drugs policies and their effectiveness”, CEODD, Faculté d'économie de Bogota 2005

<sup>9</sup> Illicites, car la Convention de 1971 et celle de 1988 permettent à la Bolivie et au Pérou de se livrer à des cultures destinées aux usages traditionnels. On évaluait alors que 12 000 ha étaient nécessaires pour satisfaire à cette demande. Avec la diminution des superficies illégales, on observe une augmentation de la production dans les régions légales, celle-ci étant vraisemblablement détournée vers la production de cocaïne. D'autre part, Les besoins des usagers traditionnels en Bolivie sont en cours de réévaluation car aujourd'hui une fraction non négligeable de la population non indienne consomme la feuille de coca. Le président Evo Morales estime que 20 000 ha de coca sont nécessaires pour les usages traditionnels et les transformations industrielles de produits licites.

<sup>10</sup> Pécaut D, “Les Fare, une guérilla sans fins ?”, Lignes de repères, 2008

<sup>11</sup> Jelsman M, “Círculo Vieioso. La Guerra Química y Biológica a las Drogas”, Amsterdam, 2001

<sup>12</sup> “2006 Drug World Report”

<sup>13</sup> Mildt, “Lutte contre le trafic de cocaïne”, Séminaire européen, 1-2 juin 2006, Toulon



Dessin de Kirk Anderson

Pour lutter contre le développement des narco-activités, il serait sans doute plus efficace de la part du gouvernement colombien et de ses alliés occidentaux de lutter contre la corruption, ou contre la tolérance à la corruption, qui existent dans leurs propres rangs. Or, comme en Afghanistan, c'est exactement l'inverse qui se produit.

## Les intérêts géopolitiques des grandes puissances

Toutes les grandes puissances tendent à mettre l'instrument de la "guerre à la drogue" aux services de leurs intérêts économiques et géostratégiques. Ou, inversement, à ne pas se préoccuper de cette dernière quand ils sont en jeu. Par exemple, la France n'a jamais mis à l'ordre du jour le thème de la production de haschisch dans le cadre ses discussions avec un proche allié comme le Maroc<sup>14</sup>. Mais ce sont les États-Unis qui, aux titres de première puissance mondiale et de leader incontesté de la "guerre à la drogue", font l'usage le plus systématique de cet outil géopolitique, comme le montre leur intervention en Colombie. Jusqu'en décembre 1999 en effet, les États-Unis avaient espéré maintenir une présence militaire dans la zone du canal de Panama en dépit des accords Carter-Torrijos (1977-1979) qui leur faisaient obligation de le remettre au gouvernement de l'Isthme vingt ans plus tard. À cette fin, ils tentaient de vendre l'idée d'un Centre multilatéral antidrogue (CMA) basé dans ce pays. Mais les autorités panaméennes ayant refusé l'implantation du CMA sur leur territoire, ils ont du se redéployer *in extremis*, notamment en

États-Unis. Il est donc crucial pour les États-Unis de contrôler un territoire comme le nord de la Colombie, qui ouvre sur la route panaméricaine, l'Océan pacifique et la Mer des Caraïbes. Les autres motifs de contrôle géopolitique de ce territoire sont l'existence de compagnies pétrolières américaines comme Exxon dans le nord-est de la Colombie et d'un oléoduc qui conduit leur production jusqu'à la mer des Caraïbes. Enfin, la biodiversité de l'Amazonie offre un grand intérêt, en particulier pour les compagnies pharmaceutiques. Tout cela explique pourquoi les États-Unis ont investi plus de 5 milliards de dollars dans la guerre à la drogue en Colombie entre 2000 et 2006, en dépit du fait que des rapports des services de renseignement de l'Armée américaine, la Drug Intelligence Agency (DIA), aient signalé que, dans les années 1990, le président Álvaro Uribe était étroitement lié au cartel de Medellín<sup>15</sup>. Aujourd'hui, 60 élus, soit 30 % du Congrès colombien, appartenant à des partis appuyant la présidence, sont incarcérés ou mis en examen pour leur lien avec des groupes paramilitaires trafiquants de drogues. À l'été 2009, un événement est venu confirmer le rôle joué par la lutte contre la drogue dans le contrôle territorial de la Colombie par les États-Unis. Un accord a été passé afin d'ouvrir un accès à sept bases militaires colombiennes, dont trois bases aériennes et deux bases navales. Les pays d'Amérique du Sud, réunis par l'alliance Unasur, ne s'y sont pas trompés et ont vivement protesté.

Toutes ces complicités contribuent à expliquer, comme en Afghanistan, l'échec de la lutte contre la drogue.

ALAIN LABROUSSE

<sup>14</sup> Bordes P et Labrousse A, "Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc" in "Globalisation et illécite en Afrique", Politique Africaine, n° 93, mars 2004

<sup>15</sup> Document "déclassifié" par la National Security Archive: CDS 230814766248ZMCR 91-5651948 "Narco-Trafficker Prolifles", p.10-11

louant des bases au gouvernement néerlandais à Aruba et en Équateur (Manta). À cela s'est ajouté le fait que le gouvernement nationaliste vénézuélien d'Hugo Chavez a interdit le survol de son espace aérien aux avions militaires des